



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3025
24 juillet 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Incendies, pénuries d'eau

La planète malade

du capitalisme



Incendie à Cotignac dans le sud de la France le 22 juillet 2026.

Budget
Contre les
classes populaires
Page 3

Airbus Espagne
Vive la grève !
Page 9

Ukraine
Les dirigeants et
leurs "affaires"
Page 12

Leur société

- Budget 2027 : contre les classes populaires 3
- Dette : le parasitisme de la bourgeoisie 3
- Aide à mourir : un droit toujours sous condition 4
- Loi d'urgence agricole : pour les plus gros 4
- Incendies : plus c'est gros, plus ça passe 4
- Grandes fortunes : la dure vie des riches 5
- Bernard Arnault : fraudeur récidiviste 5
- Impôt : injustice fiscale 5
- Réseaux sociaux : miroir de la société 8
- Aides publiques : l'assistanat des riches 8
- Police : circulez, y'a rien à voir 8
- Éducation : en avant marche ! 8
- Culture : encore un coup de rabot 8

Dans le monde

- Iran : la rage de l'impérialisme 6
- Mondial de football : carton plein pour la FIFA 6
- France-Maroc : bonnes affaires et répression 6
- Italie : les champs de la mort 7
- L'effondrement du pont de Gênes 7
- Ukraine : règlements de comptes au sommet 12
- L'UE rejette les Ukrainiens qui ne veulent pas faire la guerre 12

Dans les entreprises

- Airbus-Espagne 9
- Constructeurs automobiles 9
- Aéroport de Roissy 10
- Stellantis-Douvrin 10
- Intelligence artificielle : faut-il en avoir peur ? 11

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

La politique écologique conséquente, c'est de renverser le capitalisme

Après avoir subi trois canicules en deux mois, nous voici confrontés à la multiplication des incendies et à une sécheresse historique. Ces phénomènes climatiques extrêmes se nourrissent les uns les autres dans un engrenage mortifère pour la nature, la faune et la flore.

À la crise sanitaire succèdent, maintenant, une nouvelle crise agricole et ce que certains appellent déjà la « guerre de l'eau ». Tous les départements ont déjà dû prendre des mesures locales de restriction d'eau, et plus de cinquante d'entre eux sont déclarés en situation de crise.

Nous sommes culpabilisés sur l'usage de la climatisation ou sur le fait de prendre l'avion. Eh bien, maintenant, on va nous faire la leçon sur notre consommation d'eau, regarder combien de fois on tire la chasse, combien de douches on prend et comment on arrose son jardin !

Renvoyer chacun à son comportement individuel est classique, quand il s'agit de dédouaner les premiers responsables, ceux qui dirigent la vie politique et économique. Le pire, c'est que pendant que l'on nous fait la morale, politiciens et capitalistes continuent leur politique destructrice de l'environnement.

Le gouvernement a fait adopter une loi dite « d'urgence agricole » demandée par la FNSEA, le syndicat des plus gros agriculteurs. Outre la possibilité de réutiliser des pesticides interdits, notamment dans les champs de betteraves, cette loi prévoit le doublement des mégabassines d'ici 2035. C'est une privatisation de l'eau par les plus gros producteurs, alors que celle-ci se fait de plus en plus rare et que des communes sont contraintes de la rationner.

Ces retenues artificielles ne sont une solution que pour la minorité d'agriculteurs qui irriguent et peuvent s'y raccorder, et elles aggravent l'état général de sécheresse pour tous les autres puisqu'elles prélèvent l'eau qui devrait alimenter rivières, prairies et nappes phréatiques.

Eh bien, au lieu de favoriser les productions agricoles les moins gourmandes en eau et anticiper sur l'avenir, c'est cette minorité de gros producteurs et exportateurs de maïs ou de blé que le gouvernement, la droite et l'extrême droite soutiennent ! Une fois de plus, le long terme et l'intérêt de l'écrasante majorité sont sacrifiés pour que le business de quelques-uns se perpétue.

Des tractations sont aussi en cours au sein

de l'Union européenne, cette fois sous pression des industriels qui demandent un assouplissement de leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. À l'heure où il faudrait forcer les multinationales les plus polluantes à mettre des moyens dans leur transition énergétique, les gouvernants font marche arrière. Toujours et encore au nom de la compétitivité !

Les gouvernants prêchent la sobriété au petit peuple, mais ils commandent toujours plus d'engins de mort, de chars et d'avions de chasse gloutons en matériaux et en énergie. Partout se construisent des data centers, grands consommateurs d'électricité et d'eau, alors qu'on peine aujourd'hui à refroidir les réacteurs nucléaires.

L'économie capitaliste est incontrôlable. Elle n'a jamais été organisée pour répondre aux besoins de la grande masse de la population ni pour prendre soin de la planète. Et elle ne peut pas l'être car la compétitivité, la guerre commerciale et l'accumulation de profits passent toujours avant les nécessités vitales.

Ce qui est produit et la façon dont on produit se décident en fonction de ce qui peut rapporter et dépendent des aléas du marché et de la concurrence. Aujourd'hui, comme l'État en fait un choix prioritaire et aligne les

milliards, il est plus payant de fabriquer des avions de chasse ou des hélicoptères de combat que des Canadair.

En rayer le réchauffement climatique nécessite d'organiser rationnellement l'économie, la production de l'énergie, les systèmes de transport et de communication. Cela nécessite une planification à l'échelle internationale pour en finir avec la surproduction dans certains secteurs et avec la pénurie dans

d'autres. Cela exige la maîtrise collective par les travailleurs des moyens de production, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des grands moyens de production.

Ceux qui cherchent une politique susceptible de sauver la planète et l'humanité doivent se tourner vers les idées communistes révolutionnaires, les seules porteuses d'une société qui pourra introduire de la conscience, de la raison et de l'humanité dans les rapports économiques et sociaux.

Nathalie Arthaud



Affiche apposée à Die (Drôme) pendant les incendies qui ont ravagé la région.

Budget 2027 : contre les classes populaires

Le gouvernement a présenté les «plafonds de dépense» qu'il veut fixer aux ministères dans le projet de budget 2027.

Les dépenses de l'État augmenteraient de 20 milliards, qui seraient accaparés par l'explosion des intérêts de la dette et du budget militaire.

Quasiment tous les autres ministères verront leur budget stagner bien en dessous de l'inflation, quand ils ne seront pas carrément amputés.



Ainsi, l'enveloppe du ministère du Travail sera diminuée de 2,8 milliards. Comment ? Les dispositifs précis ne sont pas encore arrêtés, mais la cible est connue : les apprentis ou le droit des travailleurs à la formation. En revanche, le Medef s'est félicité d'avoir été entendu concernant les aides à l'embauche des apprentis qui, elles, seront maintenues.

Alors que les épisodes de canicule ont à nouveau montré la misère de l'hôpital, le manque de soignants, de lits, de climatisation, le budget du ministère de la Santé va reculer.

Celui de l'Éducation nationale n'augmentera que de 1,2 %, bien en dessous de l'inflation, avec à la clé, des suppressions de postes et de classes et l'entassement des

élèves dans les salles.

Les collectivités territoriales, elles, verront leurs crédits geler. Elles devront non seulement tailler dans leurs dépenses d'investissement, en établissements scolaires, en équipements culturels, sportifs, mais aussi dans leur fonctionnement quotidien.

Tous les services utiles aux classes populaires et à l'avenir de la société sont touchés. En revanche la pompe à financer la bourgeoisie, ses yachts et ses châteaux, fonctionne à plein régime.

Le gouvernement parle d'un budget de «sauvegarde républicaine». Il s'agit du sauvetage des profits des milliardaires alors que leur économie sombre chaque jour davantage. Et il en sera ainsi de chaque budget tant que les travailleurs n'auront pas instauré leur propre république.

Christian Bernac

Hausse des prix : attaques en règle

Les prix des carburants sont repartis à la hausse depuis la reprise des frappes américaines sur l'Iran en juillet.

Les majors du pétrole, dont TotalEnergies fait partie, saisissent une nouvelle fois l'occasion de peser sur le cours du baril de Brent en spéculant sur les marchés et en agitant la menace de pénurie pour justifier cette hausse des prix. Elles réalisent ainsi de véritables profits de guerre, grâce à des opérations financières très

rentables. En mars dernier, au commencement de la guerre, Total avait acheté des stocks énormes de brut en pariant sur la flambée de son cours. Le trust avait ainsi engrangé un milliard d'euros.

Plus généralement, la hausse des prix n'a rien d'une fatalité. À chaque fois, et quel que soit le prétexte, elle est décidée par

les capitalistes pour augmenter leurs profits. Ils se moquent des répercussions sur l'ensemble de la population, comme de leur premier milliard !

Pour ne pas se retrouver pris à la gorge, les travailleurs ne peuvent compter que sur la force qu'ils représentent s'ils s'organisent pour imposer, ensemble, une hausse générale des salaires et leur indexation sur les prix.

Roberto Talmer

Électricité : factures en surchauffe

Le gouvernement a décidé d'augmenter au 1^{er} août de 2,5 % le prix de l'électricité pour les 19,3 millions de foyers ayant un contrat à tarif réglementé.

Après une énorme augmentation de 2021 à 2024, le tarif avait un peu baissé, ce qui permet au gouvernement d'expliquer que la note est un peu moins salée qu'il y a deux ans. Certes, mais cela n'empêche pas que les factures réglementées d'EDF restent en moyenne 30 % plus chères aujourd'hui qu'en 2020.

Le gouvernement, qui

déclarait il y a sept mois que les prix des factures devraient être stables au moins en 2026 et en 2027, justifie maintenant leur augmentation en prétendant «investir dans l'entretien de nos réseaux publics d'électricité, dont chacun a pu mesurer l'importance lors des épisodes de chaleur extrême». La canicule a bon dos... Qu'ont donc fait EDF

et RTE des 30 % de hausses cumulées ces années ? Visiblement autre chose que d'investir dans le réseau.

La hausse d'août est d'autant plus scandaleuse que sur le marché de gros de l'électricité, les prix, loin d'augmenter, ont même été négatifs en France pendant une période du premier semestre 2026. L'excès momentané de l'offre sur la demande a donc contraint des entreprises productrices d'électricité, comme EDF, à

Dette : le parasitisme de la bourgeoisie

Le gouvernement a rendu public le 15 juillet un rapport sur l'état des finances à l'horizon 2030. La dette représenterait plus de 130 % du PIB en 2030.

Selon ce document, 126 milliards d'euros « d'efforts » seraient nécessaires d'ici à 2032 pour stabiliser le taux d'endettement de la France et arrêter l'envolée des intérêts de remboursement de cette dette. Mais, sans surprise, c'est la population que le gouvernement rend responsable de cet endettement pour justifier les sacrifices qu'il voudrait lui imposer.

La dette de l'État ne cesse effectivement d'augmenter : en dix ans, sous les quinquennats de Macron, elle est passée de 2 000 à 3 500 milliards d'euros ! L'État doit emprunter, parce que son budget est en déficit, c'est-à-dire que le montant de ses dépenses dépasse celui de ses recettes. L'État dépense trop. Mais la question est : au profit de qui ?

Ce sont les capitalistes privés qui bénéficient des 200 à 270 milliards - selon les sources - d'aides publiques et d'exonérations diverses dépensées chaque année. C'est encore le grand patronat qui a bénéficié des milliards que lui a versés l'État durant le Covid, ou depuis le début de la guerre en

Ukraine. Ce sont les Dassault, Thales et autres industriels de la guerre qui s'enrichissent en vendant à l'État leurs engins de mort.

Mais il ne faut pas oublier les autres grands bénéficiaires de la dette que sont les banques et les financiers. C'est en effet auprès de ces capitalistes privés que l'État emprunte, et c'est à eux qu'il doit payer des intérêts faramineux. En 2026, l'État français devra verser 74 milliards aux banques pour payer ces intérêts. Ce poste du « service de la dette » est passé devant celui de l'Éducation nationale.

Ces grandes banques, ces capitalistes qui possèdent des capitaux, prêtent à l'État en bon rentiers, parce que dans cette période de crise, c'est le plus rentable, et le plus sûr. Ils savent que l'État fera tout pour faire payer la population, quitte à démolir complètement l'éducation, la santé, ou les transports publics. Ce système est de plus en plus parasitaire, les travailleurs devront s'en débarrasser.

Aline Retesse



payer pour se débarrasser de leur électricité, suivant la logique aberrante du capitalisme.

Ses propriétés physiques font que l'électricité ne se stocke pas ou peu, ce qui favorise les variations

instantanées de prix et la spéculation.

C'est pour alimenter les bénéfices des rapaces de l'énergie que le prix réglementé de l'électricité augmente. Encore et encore.

Lucien Détroit

Aide à mourir : un droit toujours sous condition

Le 15 juillet, après des années de tergiversations et de reports, l'Assemblée nationale a adopté en lecture définitive une loi créant un droit à l'aide à mourir.

Malgré de nombreuses restrictions, celle-ci permettra aux malades atteints d'une « affection grave et incurable » en phase terminale de pouvoir mettre fin à leurs jours. Elle ne sera accessible qu'aux patients capables de manifester leur volonté « de façon libre et éclairée », et dont la maladie occasionne une souffrance insupportable.

Pourtant certains députés et politiciens continuent à s'y opposer, souvent au nom de principes religieux. Macron lui-même ne s'est résolu à faire passer cette loi qu'à la toute fin de son deuxième mandat, et après avoir complaisamment consulté diverses

sommités ecclésiastiques, jusqu'au pape en personne. La congrégation des Petites Sœurs des pauvres, qui possède 30 Ehpad en France, a par exemple annoncé qu'elle refuserait d'appliquer la loi, quitte à encourir des peines juridiques. Elle est soutenue par les 60 sénateurs LR qui ont déposé un recours au Conseil constitutionnel, réclamant une clause de conscience collective exonérant des établissements entiers, comme il en existe pour le droit à l'avortement.

Ces messieurs prétendent agir au nom de la « dignité de la personne humaine ». Bruno Retailleau a quant à lui déploré : « Ce n'est pas une loi de fraternité,

c'est plutôt une loi d'abandon. » Ces politiciens réactionnaires sont les premiers à applaudir les mesures qui saccagent le système de santé, qui s'attaquent aux travailleurs immigrés, ou qui visent à augmenter les budgets militaires. Que de choses contradictoires avec la dignité de la personne humaine !

Cette loi est une avancée pour les patients concernés et pour leur entourage, c'est un soulagement. Mais elle reste d'une immense hypocrisie. D'abord parce qu'il est proclamé haut et fort que les patients en phase terminale doivent pouvoir accéder aux soins palliatifs. Aujourd'hui moins de la moitié de ces malades peuvent le faire. Vingt départements n'ont aucune unité de soins palliatifs et

il n'existait, en 2024, que 7 500 lits de ce type. Alors quand le gouvernement promet une augmentation de 60 % de leurs moyens, au moment où tous les budgets pour la santé sont attaqués, qui peut croire un

tel mensonge ?

Les conditions réservées aux malades en fin de vie illustrent l'incapacité de cette société à permettre une mort dans la dignité.

Mathieu Servan



Loi d'urgence agricole : pour les plus gros

Lundi 20 juillet, l'Assemblée nationale a adopté la loi dite « d'urgence agricole » qui va empirer la situation des plus petits agriculteurs, alors qu'elle est présentée comme visant à répondre à leurs problèmes.



Manifestation contre les mégabassines en 2022.

Les manifestations de l'hiver dernier ont mis en avant bien souvent des agriculteurs n'arrivant pas à

vivre de leur travail. C'est notamment la concurrence des plus gros ainsi que leur dépendance aux banques,

aux grandes entreprises de semences, de produits phytosanitaires et d'engins agricoles, qui rendent leur situation intenable. La loi votée ne prévoit rien pour aider les petits agriculteurs, encore moins les ouvriers agricoles. Elle s'attaque en revanche à des mesures écologiques et de santé publique pour permettre aux plus gros d'entre eux de rester compétitifs sur le marché mondial, c'est-à-dire de continuer à faire du profit.

Cette loi facilite par exemple le stockage de l'eau dans des mégabassines, en vue de pouvoir plus irriguer les cultures. Cela favorise avant tout les plus gros, ceux qui pourront investir dans ces mégabassines et donc mettre la main sur

cette ressource. Les surfaces irriguées en France sont en réalité très peu nombreuses, mais elles sont en revanche concentrées dans des grandes exploitations sous le contrôle de capitalistes de l'agriculture. Poursuivre dans cette voie aura comme conséquence d'assécher encore plus les réserves d'eau souterraines, ne faisant alors qu'aggraver les effets de la sécheresse pour l'ensemble des autres parcelles agricoles.

La loi introduit aussi des dérogations à l'interdiction de pesticides dangereux pour l'environnement et la santé des consommateurs et des travailleurs agricoles tels que l'acétamipride et le flupyradifurone produit par le géant de la chimie Bayer.

C'est le cas notamment pour la betterave à sucre, une culture industrielle dominée par des groupes comme Tereos au chiffre d'affaires annuel de près de 4 milliards d'euros.

Enfin, la constitution d'élevages plus grands est facilitée, ce qui est dans l'intérêt évident des plus gros agriculteurs et pose divers problèmes : risque d'épidémie plus grand, usage intensif de médicaments avec des conséquences sur la santé des consommateurs.

Pour soigner les profits des géants de l'agriculture, la loi d'urgence agricole dégrade donc à la fois la santé des travailleurs agricoles, des consommateurs et des écosystèmes.

Arnaud Fontaine

Incendies : plus c'est gros, plus ça passe

Face aux incendies qui ravagent le territoire, le gouvernement prétend qu'il est irréprochable et que les services de lutte contre les feux sont suffisamment équipés.

Pour tenter de faire taire les critiques, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a déclaré le 20 juillet que la situation sur le front des incendies était « exceptionnelle » : un été chaud et sec, on n'avait jamais vu ça !

Les allégations du ministre sont mises à mal par un rapport corédigé par deux députés LFI et PS. Celui-ci dénonce les économies imposées à la Direction générale de la sécurité civile et la gestion des crises par le gouvernement de Gabriel Attal.

Après les mégafeux de l'été 2022, Macron avait promis le renouvellement de la flotte de douze Canadair, et

l'achat de quatre Canadair supplémentaires d'ici 2027. Mais quatre ans plus tard, la France n'a toujours pas plus de Canadair. Sur les douze théoriquement disponibles, deux sont d'ailleurs en maintenance. Il faut dire qu'en 2024, deux ans après ces incendies, Attal signait un décret annulant 10 milliards d'euros de dépenses publiques. Pendant que l'État versait 52 milliards

d'euros aux banques au titre du service de la dette, la Sécurité civile voyait son budget amputé de 50 millions. Finalement seuls deux Canadair sur les quatre promis ont été commandés à ce moment-là. Pour autant, ils n'arriveront qu'en 2028.

Après le 4 juin, le gouvernement vient de commander les deux supplémentaires qu'il avait annulés en 2024. Si la commande va jusqu'au

bout, il y aura donc bien quatre appareils en plus, mais seulement en 2032.

« Nous avons une suffisance de moyens », a pourtant prétendu Laurent Nuñez contre toute évidence. On peut effectivement reconnaître au gouvernement une bonne dose de suffisance. Pour les moyens, il faudra repasser.

M. S.

Grandes fortunes : la dure vie des riches

Comme tous les ans, le magazine *Challenges* publie son classement des 500 plus importantes fortunes professionnelles de France. Malgré une richesse globale en baisse – on parle tout de même de 1 076 milliards d'euros pour l'ensemble des 500 premiers, contre 1 129 milliards l'année dernière –, le nombre des milliardaires et la barre d'entrée dans le classement sont en hausse.

La richesse de ces dynasties – car il s'agit bien de dynasties capitalistes – s'étale à longueur de pages dans ce magazine qui leur voue une admiration sans borne. Entre les reportages sur les châteaux en bord de Loire, les hôtels particuliers à Paris, les montres de luxe à plusieurs millions et les Rolls Royce au toit étoilé, on aperçoit les visages des grandes familles bourgeoises qui tiennent l'économie entre leurs mains : on connaît Bernard Arnault, repassé premier

du classement après s'être fait voler la vedette l'année dernière par la famille détentrice d'Hermès, mais on connaît moins les visages des Bouygues, des Dassault, des Saadé.

Leurs fortunes sont insolentes : alors qu'il fallait 100 millions d'euros pour entrer au classement en 2016, il faut aujourd'hui le double pour être au dernier rang. Il faut dire tout de même que les riches ont aussi leurs problèmes, et on peut voir aussi les familles s'entredéchirer autour de

ces héritages à plusieurs milliards, ou comment les patriarches poussent leurs enfants à la tête des différentes entreprises de leurs empires.

Bien sûr, les scrupuleux journalistes de *Challenges* – qui appartient, heureux hasard, à LVMH, et donc à Bernard Arnault – ne font pas de reportages sur les petites mains ouvrières qui fabriquent les sacs en crocodile Hermès ou les Rafale de Dassault. Les milliards accumulés par ces parasites ne sortent pourtant pas de nulle part : ils sont le produit de l'exploitation de millions de travailleurs sur toute la planète, des licenciements et de la spéculation. Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est la meilleure des sociétés possibles.

Camille Paglieri

Impôt : injustice fiscale

Comment 13 000 millionnaires réussissent à ne pas payer d'impôt sur le revenu ? Après le Sénat, l'Assemblée nationale s'est penchée sur cette question.

Les deux Chambres partagent le fait de voter des lois fiscales épargnant les riches pour feindre ensuite de s'étonner qu'ils en profitent. Ainsi Charles de Courson, député depuis 33 ans et se définissant comme « *pas révolutionnaire mais pragmatique* », s'est senti obligé d'expliquer que « *la richesse se développe sans jamais entrer dans l'impôt. C'est un problème incontestable.* »

Il venait d'avoir accès à des données fiscales et constatait qu'« *une partie des cinquante plus grandes fortunes immobilières de France ne paie pas d'IFI* », l'impôt sur la fortune immobilière,

dont est déjà exclu le « *patrioine professionnel* », c'est-à-dire les paquets d'actions. Quant aux milliardaires qui le payent, la moitié voit leur IFI réduit de 87 %, grâce à un bouclier fiscal. Ils possèdent pourtant chacun plus de 100 millions d'euros d'appartements, d'immeubles et d'hôtels particuliers.

À l'étage d'en dessous, les millionnaires ne sont pas non plus à plaindre. Selon Lombard, ancien ministre de l'Économie, auditionné par l'Assemblée, 133 000 riches détenant un patrimoine supérieur à deux millions d'euros (hors fortune professionnelle)

payent moins de 10 000 euros d'impôts par an, en cumulant l'impôt sur le revenu, sur la fortune immobilière et sur les dividendes d'actions. Cela donne un taux d'imposition maximum de 0,005 % pour ces riches.

Devant ce chiffre, l'ancien ministre a joué l'incompréhension : « *Ce n'est pas explicable.* » Il est pourtant bien placé pour savoir que tous les gouvernements, y compris celui auquel il a appartenu, ont organisé et développé des niches fiscales pour que la bourgeoisie échappe au maximum à l'impôt, et que le financement de l'État repose sur les épaules des travailleurs.

Lucien Déroit



Bernard Arnault : fraudeur récidiviste

L'administration fiscale a demandé au milliardaire du luxe, Bernard Arnault, de régler 22,5 millions d'euros d'impôts impayés.

Somme dérisoire quand on sait qu'il s'agit d'une des plus grosses fortunes de la planète, dont le magot dépasse les 130 milliards d'euros.

Bernard Arnault est accusé d'avoir masqué certains de ses revenus à l'aide d'un montage financier s'appuyant sur plusieurs sociétés belges. Mais c'est une longue histoire et il faut rappeler qu'il y a environ 15 ans, en 2012, Bernard Arnault avait menacé de prendre la nationalité belge, après l'élection de François Hollande à la présidence de la République. En campagne, ce dernier avait déclaré « *mon ennemi, c'est la finance* », et le milliardaire lui répondait ainsi du tac au tac.

Ce n'est pas qu'Arnault craignait Hollande, loin de là. Les milliardaires comme lui savent très bien à quoi s'en tenir en ce qui concerne les fanfaronnades des politiciens. Mais ils savent aussi faire de la politique. Pour Arnault, c'était une occasion de dire aux travailleurs ayant voté Hollande et croyant, ne serait-ce qu'un peu à ses promesses : « *Si vous pensez me faire payer, ne rêvez pas, je pars et j'emène toute ma richesse avec moi.* » Douze ans plus tard, Arnault annonça qu'il renonçait à

son exil fiscal en Belgique, après un accord avec le fisc français. Ce semblant de renoncement était lui aussi une mise en scène, comme pour dire : « *Si vous êtes raisonnables, je daigne revenir.* »

Ce que montre ce dernier épisode du redressement fiscal est que, nationalité belge ou pas, Arnault a placé une bonne partie de sa fortune en Belgique. En réalité, comme ses congénères de la grande bourgeoisie, il a trouvé depuis très longtemps les moyens d'échapper à l'impôt.

C'est une leçon pour ceux qui pensent qu'« *il ne faut pas faire fuir les riches* », alors que, d'une certaine manière, ils ont déjà fui. Leur capital et les actes de propriété de leurs entreprises sont depuis belle lurette en grande partie dans des paradis fiscaux, aux quatre coins du monde. Ce qu'ils ne peuvent pas cacher dans des banques suisses ou des paradis fiscaux, ce sont les usines, les moyens de production, et c'est justement l'essentiel. Les travailleurs, le jour où ils sauront le décider, pourront mettre la main dessus pour les faire fonctionner dans l'intérêt général. Les Bernard Arnault n'auront alors entre leurs mains que des bouts de papier en guise de titres de propriété qui ne correspondront plus à aucune réalité.

Pierre Royan



Iran : la rage de l'impérialisme

Dans la nuit du 20 au 21 juillet, les États-Unis ont bombardé l'Iran pour le dixième jour consécutif. « À chaque fois que l'Iran tue un soldat américain, ils vont en payer le prix plusieurs fois », a écrit le président américain sur son réseau Truth Social après la mort de trois soldats américains.

Les États-Unis continuent donc de bombarder le sud de l'Iran. Le 19 juillet, la centrale nucléaire de Karun, située dans le sud du pays, a été visée. Les bombardements touchent désormais également le centre et le nord-ouest du pays. Selon un bilan datant du 17 juillet, 50 civils iraniens auraient été tués et plus de 500 blessés depuis la reprise des combats, ce que les médias occidentaux ont à peine relevé.

Le détroit d'Ormuz, où transite près d'un cinquième du commerce mondial d'hydrocarbures, est de nouveau bloqué. Et, le 20 juillet, pour la première fois depuis juin, le baril de Brent a dépassé les 90 dollars.

Outre les conséquences économiques de la continuation de la guerre, il y a le risque que celle-ci s'étende. En effet, en réponse au blocus imposé par l'Arabie saoudite aux ports et aéroports yéménites, les Houthis ont menacé de couper l'accès aux ports saoudiens de la mer Rouge, ce qui poserait de gros problèmes au premier exportateur de pétrole brut au monde. L'Arabie saoudite contourne en effet le détroit d'Ormuz par le détroit de Bab El-Mandeb, cet autre goulet d'étranglement situé à l'extrémité sud de la péninsule Arabique, reliant la mer Rouge à l'océan Indien. La guerre déclenchée par l'Arabie saoudite en 2015

contre le Yémen, qui a fait des centaines de milliers de morts et plongé le pays dans une grave crise humanitaire, menace donc de reprendre.

Qu'espère Trump en écrasant l'Iran sous ce déluge de bombes ? Tenter malgré tout de faire plier ce régime qui tient tête aux États-Unis depuis 47 ans, bien que des mois de guerre israélo-américaine n'y soient pas parvenus, ou, au moins, masquer l'échec que constitue le fait d'avoir dû signer l'accord du 17 juin ?

Une chose est sûre, les dirigeants de la première puissance impérialiste mondiale ne peuvent admettre que leur domination soit contestée ; et ce, même quand cette contestation vient d'un régime violemment antipopulaire et antiouvrier, qui ne cherche qu'à trouver sa place comme

puissance régionale et à défendre les intérêts des Gardiens de la révolution et de la bourgeoisie iranienne. Et cette rage de l'impérialisme, la population iranienne, celle de tout le Moyen-Orient, et bien au-delà, est en train d'en payer le prix.

Aline Retesse



Un pont détruit par les bombardements américains, entre Roudan et Bandar Abbas dans le sud de l'Iran, le 18 juillet.

Mondial de football : carton plein pour la FIFA

L'édition nord-américaine du Mondial de 2026, qui s'est achevée dimanche 19 juillet, devrait représenter l'événement sportif le plus profitable de l'histoire. À l'ombre des prouesses réalisées par les joueurs sur le terrain, les affairistes de tout poil ont brassé des sommes d'argent record.

Sous l'impulsion de son président Gianni Infantino, la FIFA, organisatrice de la compétition, a plus que jamais tiré profit de l'événement. Elle a multiplié le nombre de matchs, en retenant 48 sélections contre 32 en 2022, et modifié les règles du jeu pour introduire des « pauses fraîcheur », prétexte à inonder les écrans de spots publicitaires. Les recettes sont estimées entre 13 et 15 milliards

de dollars. Elles proviennent pour l'essentiel des droits de retransmission télévisuelle, des contrats de sponsoring signés avec les marques et de la vente des billets à des prix exorbitants. Elles alimenteront le système clientéliste chapeauté par Infantino qui reverse une partie de cet argent à chacune des 211 fédérations nationales de football.

Les multinationales partenaires ont pour leur part

profité d'un marché et d'une couverture publicitaire planétaire. L'équipementier Adidas a vendu des millions de maillots de football ; les chaînes de télévision ont monnayé chaque publicité plusieurs centaines de milliers de dollars ; Visa a obtenu l'exclusivité des paiements et donc des commissions. À travers les compagnies aériennes, les assurances, les chaînes de restauration et d'hôtellerie, les agences de location de voiture, les entreprises de paris sportifs, des secteurs entiers de la bourgeoisie y ont trouvé leur compte.

Cet échange de bons procédés entre la FIFA – qui se targue d'être une organisation à but non lucratif – et le monde capitaliste a pris les visages du tandem Trump-Infantino. Celui-ci a fait irruption sur la pelouse de la finale pour remettre la coupe aux vainqueurs. Mais l'argent ne suffit pas à s'offrir une popularité parmi les supporters de football. Des huées mesurées à 86 décibels les ont accompagnés et ont été retransmises à plus d'un milliard de téléspectateurs.

Roberto Talmer

France-Maroc : bonnes affaires et répression

Les 15 et 16 juillet, le Premier ministre français, Lecornu, s'est rendu au Maroc, suivi par douze ministres, dont celui de l'Intérieur, pour conclure des accords avec le gouvernement marocain.

Rendre encore plus difficiles et dangereuses les routes qu'empruntent les migrants fuyant misère et guerres tout en facilitant le passage des intérêts d'Alstom, Accor, TotalEnergies, Veolia, ou Thales était l'objet de cette réunion dite de « haut niveau ».

Pendant ce temps, les arrestations d'opposants se poursuivent. Ainsi, le jour même de l'arrivée de la brochette de VRP français au Maroc, un journaliste en exil était arrêté à sa descente d'avion à Tanger. Cela a fait dire à un jeune, révolté par ces méthodes, que « l'aéroport marocain est devenu le nouveau Tazmamart », la prison secrète pour les opposants politiques sous le règne de Hassan II, entre 1961 et 1999. Le 13 juillet, le rappeur et réalisateur Mehdi Black Wind était arrêté à son arrivée à Casablanca. En février dernier, Zineb Kharroubi l'était à son arrivée à Marrakech. Pour un simple tweet sur le réseau social Discord, elle écope de six mois de prison avec sursis et d'une amende.

Les autorités cherchent à étouffer toute voix qui s'élève dans le sillage de la révolte de la jeunesse populaire, dit mouvement de la Gen Z 212. En septembre 2025, le décès de huit femmes qui allaient accoucher à l'hôpital d'Agadir avait fait descendre les jeunes par milliers dans les rues. Pendant plusieurs semaines, ils ont dénoncé le chômage de masse, la corruption, le mépris, les inégalités criantes et ont réclamé des moyens pour la santé et l'éducation plutôt que pour des stades et des hôtels de luxe. Trois jeunes avaient été tués près d'Agadir. D'autres avaient été sauvagement réprimés à Oujda. Des milliers d'arrestations avaient eu lieu et dix mois après, elles continuent. L'attente des jugements par les familles et les proches est insoutenable, et des rassemblements au cri de « Libérez les détenus politiques » ont lieu régulièrement dans les grandes villes.

La fébrilité du régime montre que la colère sociale n'est pas éteinte.

Louisa Guersif



Trump et Infantino, président de la FIFA, conspués par la foule lors de la remise de la coupe.

Italie : les champs de la mort

Le 1^{er} juin, quatre ouvriers agricoles migrants ont été assassinés dans des conditions atroces en Calabre, dans le sud de l'Italie. Ce drame est venu illustrer, une fois de plus, les conditions d'exploitation auxquelles sont soumis les migrants.

Ces jeunes travailleurs, âgés de 19 à 29 ans, venaient d'Afghanistan et du Pakistan. Un cinquième ouvrier, parvenu à s'échapper de la voiture en flammes, a pu raconter qu'ils avaient ainsi été « punis » pour avoir exigé d'être payés. Les deux meurtriers, eux-mêmes pakistanais, étaient des « caporali », intermédiaires chargés de recruter, d'acheminer vers les champs et de faire tenir tranquille une main-d'œuvre réduite en esclavage.

D'après la FLAI, section des travailleurs agricoles du syndicat CGIL, 70 % des ouvriers agricoles migrants travaillent sans contrat et les contrats de travail des 30 % restants ne correspondent ni au nombre réel d'heures travaillées, ni à la paye réellement touchée. Le jeune rescapé du meurtre a raconté que lui et ses camarades étaient payés 5 euros de l'heure, dont il fallait retirer toutes sortes de « frais », empochés par les « caporali ».

Ces meurtres ne constituent pas une exception tragique, et encore moins, comme tente de le suggérer l'extrême droite raciste, le résultat de « règlements de comptes entre étrangers ». Il

y a deux ans, c'est un patron bien italien qui avait laissé Satnam Singh, ouvrier dont le bras avait été arraché par une machine à emballer les melons, se vider de son sang, avant de l'abandonner dans la rue devant chez lui, son bras coupé jeté dans un cageot.

D'après les estimations de la FLAI, sur les 430 000 migrants sans papiers qui travaillent dans les champs, 100 000 sont prisonniers de ce système qui, s'il permet à des intermédiaires jouant les matons de se faire de l'argent, rapporte d'abord et avant tout au patronat agricole italien qui affiche 4,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Le samedi 6 juin, les milliers de manifestants qui se sont regroupés à Amendolara, à quelques centaines de mètres des lieux de l'assassinat, ont dénoncé le patronat qui s'enrichit de cet esclavage et la complicité des gouvernements successifs. Après les meurtres, la ministre du Travail, Marina Calderone, est allée en Calabre pour se dire préoccupée... d'éviter que les entreprises agricoles soient stigmatisées et affublées d'une « mauvaise réputation ».



Manifestation le 6 juin à Amendolara contre l'assassinat des ouvriers agricoles.

Le gouvernement Meloni vante son « décret flux », qui autorise l'entrée et le séjour de travailleurs immigrés recrutés par les patrons qui en ont besoin. Mais l'exploitation « régularisée » au compte-goutte d'un petit nombre de travailleurs immigrés ne supprime pas l'aubaine que constitue pour le patronat la possibilité de surexploiter les centaines de milliers d'ouvriers sans papiers. Cette surexploitation, partie des champs, s'est propagée dans le bâtiment, notamment sur le chantier du consulat des États-Unis à Milan, dans les entrepôts de la logistique de la plaine du

Pô ou les usines textiles de Toscane.

Le fait de transformer les migrants en clandestins à vie rapporte gros au patronat et la loi contre le « caporalato », votée il y a dix ans, ne connaît même pas un début d'application. Sur les 200 millions d'euros prévus dans les fonds accordés par l'Union européenne pour lutter contre ce système, 180 millions ont été rendus à Bruxelles par le gouvernement italien. C'est un message assez clair indiquant au patronat que, sans craindre la loi, il peut continuer à imposer des conditions de semi-esclavage aux travailleurs les plus précaires,

ce qui lui permet de faire pression sur les salaires et les droits de l'ensemble de la classe ouvrière.

L'an dernier, au mois de juin, des travailleurs sans papiers et sans droits des usines textiles de Prato avaient mené un mouvement de grève déterminé baptisé « printemps 8x5 ». Ils avaient arraché des contrats de travail pour des semaines de cinq journées de huit heures. C'est l'exemple de ces ouvriers, conscients de ne pouvoir compter que sur leurs propres forces et sur leur unité, qui peut guider les travailleurs des champs et des usines.

Nadia Cantale

L'effondrement du pont de Gênes est jugé, pas le système qui l'a produit

Le 16 juillet, le tribunal de Gênes, dans le nord-ouest de l'Italie, a condamné 32 accusés à des peines de prison pour l'effondrement du pont autoroutier Morandi, qui avait fait des dizaines de victimes.

Parmi les accusés, Giovanni Castellucci, l'ancien dirigeant de la société gestionnaire, écope de douze ans de prison ferme pour négligence et homicide volontaire.

Il y a huit ans, le 14 août

2018, l'effondrement du viaduc où circulaient de nombreux vacanciers, avait coûté la vie à 43 personnes et fait seize blessés graves. Des centaines de riverains du quartier de Gênes sur lequel le

pont, et les véhicules qui s'y trouvaient, s'étaient écroulés avaient quant à eux perdu leur logement.

Les centaines d'auditions et les milliers de pages d'enquête de ce gigantesque procès ont confirmé ce que tout le monde savait : le pont était fragilisé depuis des années par le manque d'entretien, quasiment visible à l'œil nu.

En 2013, un rapport de l'ASPI, la société d'autoroutes dirigée par Castellucci, mentionnait même noir sur blanc le « risque d'effondrement dû aux retards d'entretien » du pont Morandi, avant que d'autres rapports ne viennent minimiser les risques pour justifier le renvoi des travaux à plus tard.

La gestion de l'autoroute qui passait sur le viaduc avait été privatisée vingt ans avant la catastrophe, la société atterrissant entre les mains de la famille Benetton. Cette dernière, connue pour ses pulls colorés, avait alors investi des centaines de millions d'euros dans le rachat d'autres sociétés d'autoroutes en Italie et dans le monde, ou d'aéroports, comme celui de Nice par exemple. Alors que

sous gestion publique, l'entretien du pont Morandi avait coûté 1,3 million d'euros chaque année, les dépenses d'entretien étaient tombées à 24 000 euros mensuels sous le règne des Benetton... autant dire que les tirants et les câbles métalliques pouvaient rouiller tranquillement.

Quelques dirigeants de l'ASPI et au moins un de leurs relais dans l'appareil d'État, chargé de la supervision des concessions autoroutières, ont donc été condamnés. La grande absente du banc des accusés reste la sacro-sainte recherche de rentabilité des capitalistes, qui a autorisé la famille Benetton à faire passer ses profits avant la vie des dizaines de victimes.

N. C.



L'effondrement du viaduc de Gênes en 2018.

Réseaux sociaux : miroir de la société

Le Parlement a adopté, mardi 21 juillet, l'interdiction des réseaux sociaux aux jeunes de moins de 15 ans. La mesure devrait être suivie de l'interdiction des téléphones portables dans les lycées à la rentrée de septembre.

Dans un discours en juin 2026, Macron avait affirmé qu'il s'agissait pour lui de protéger les jeunes de ces réseaux sociaux, évoquant la souffrance, la solitude et les complexes générés par les plateformes. Ces problèmes sont indiscutables, mais il faut tout de même

tout le mépris d'un président et d'un gouvernement au service des plus riches pour prétendre se préoccuper de la santé des jeunes. Gouvernement après gouvernement, année après année, ils ont fermé les postes de psychologues scolaires, sans parler des infirmières, des

médecins, qui pourraient repérer les addictions, avec qui enfants et adolescents pourraient échanger. Les budgets sociaux, qui permettent de faire fonctionner des maisons de quartier, de maintenir des clubs de sport à bas coût dans les quartiers, etc., bref, d'établir des liens sociaux qui n'ont rien de virtuel, sont en baisse constante. Quant à la violence à laquelle les jeunes sont exposés sur les réseaux sociaux, elle ne semble pas

gêner le président lorsqu'il propose de les entraîner à la guerre à travers des stages avec l'armée et des formations.

La violence, le sexisme, le racisme, l'individualisme, le culte de la beauté ou de l'argent-roi... sont autant d'idées qui pourrissent les relations sociales des jeunes et des moins jeunes, qu'ils soient accros aux réseaux sociaux ou non. Car ces idées réactionnaires ne se retrouvent pas uniquement sur Snapchat ou TikTok : elles imprègnent toute la société capitaliste. Les plateformes obéissent, comme le reste de l'économie, à la loi du profit, et ne reculent devant rien, pas même devant le jeune âge de leurs utilisateurs, pour vendre leurs produits, placer leurs publicités, et rendre accro leur public.



L'interdiction des réseaux sociaux a en fait peu de chances d'être réellement suivie d'effets, car les jeunes ont déjà trouvé des moyens de contourner les barrières mises en place. En Australie, où la mesure est déjà appliquée depuis quelques mois, des parents ont dû remuer ciel et terre pour faire fermer le compte que leurs adolescents avaient réussi à ouvrir après l'interdiction.

Alors contre les violences de ce monde, les jeunes n'auront qu'une seule solution efficace : le changer !

Camille Paglieri

Aides publiques : l'assistanat des riches



Un rapport commandé par le gouvernement sur les aides publiques aux entreprises, subventions ou exonérations, évalue leur montant à 187 milliards d'euros en 2023. De précédents rapports les avaient déjà évaluées autour de

200 milliards d'euros par an, voire davantage. Les aides sont si pléthoriques qu'il est difficile de les chiffrer précisément.

Le prétexte de ce gigantesque transfert d'argent public est la création d'emplois, alors que les capitalistes les

suppriment à feu continu, par les plans de licenciement ou les fins de contrats.

Cette somme représente l'équivalent de six millions d'emplois permanents payés 2 200 euros net, plus les cotisations sociales. Cela signifie qu'en mettant fin à ces aides et en embauchant directement, un État des travailleurs aurait de quoi répondre aux besoins criant dans tous les services utiles à la population : dans les hôpitaux, les Ehpad, les crèches, les établissements scolaires, la construction et l'entretien des routes, des réseaux de transports, des logements.

Il faut mettre fin au plus tôt à l'assistanat des riches.

Christian Bernac

Éducation : en avant marche !

Le ministre de l'Éducation nationale a pondu une circulaire pour instaurer une cérémonie annuelle autour du 11 novembre.

Il veut ainsi que dans chaque école, collège et lycée, les « morts pour la France » de 14-18 soient glorifiés afin de préparer les jeunes à devenir de futurs soldats.

Le 11 novembre est la date anniversaire de l'armistice de 1918, marquant la fin officielle de la Première Guerre mondiale. Cette guerre a causé plus de 20 millions de morts et autant de blessés et mutilés. En son temps, elle a été présentée dans chaque pays belligérant comme une guerre de défense nationale, alors qu'il s'agissait pour les capitalistes français, allemands,

anglais ou américains de savoir qui dominerait telle ou telle partie du globe.

Cet hommage aux « morts pour la France » de 14-18 s'ajoute à d'autres mesures par lesquelles le gouvernement cherche à préparer les esprits à accepter de se sacrifier sur les prochains champs de bataille.

S'il est un exemple à suivre pour la jeunesse, il est du côté des mutins de 1917 sur le Chemin des Dames et des révolutionnaires russes et allemands, qui mirent fin à la boucherie en tournant leurs fusils contre leurs propres généraux.

Arnaud Fontaine



Police : circulez, y'a rien à voir

Des dossiers de violences policières qui mettent des années avant d'être traités, des caméras piétons qui ne sont pas enclenchées, des violences couvertes par les différents niveaux de hiérarchies... Les « forces de sécurité intérieure », police et gendarmerie, n'aiment pas trop qu'on se penche sur leurs petites affaires. Tous ceux qui ont eu affaire aux « forces de l'ordre » lors

de manifestations ou simplement lors d'un dépôt de plainte peuvent en témoigner. La Cour des comptes vient de s'en apercevoir. Elle a publié lundi 20 juillet un rapport demandant au gouvernement davantage de « transparence » dans le contrôle des forces de répression.

Tant d'audace doit faire trembler dans les commissariats.

C. P.

Culture : encore un coup de rabot

Le gouvernement a annoncé qu'il supprimait 13 % des subventions qu'il devait verser au second semestre à 28 grandes structures culturelles : 17 théâtres, quatre orchestres et sept opéras. Cette coupe s'ajoute à une première baisse annoncée en avril.

Depuis des années, beaucoup de troupes théâtrales sont au pain sec. Les subventions de l'État, mais aussi des régions et des villes se tarissent, au risque d'un

appauvrissement général de l'offre culturelle.

Le budget du ministère de la Culture pour cette année était déjà rogné de 173 millions d'euros comparé à celui de 2025, entraînant, entre autres, un coup de rabot sur le pass Culture offert aux plus jeunes.

Les gouvernements de Macron se succèdent et continuent de préférer les théâtres de guerre à ceux qui divertissent ou éduquent le public.

L. D.



Airbus Espagne : des grévistes déterminés

Jeudi 16 juillet, 4 000 grévistes de l'usine d'Airbus de Getafe, dans la banlieue de Madrid, ont manifesté depuis l'usine jusqu'au centre-ville, marquant ainsi leur détermination à continuer la grève commencée le 1^{er} juillet.

En juin, le PDG Guillaume Faury, dans un courrier plein de mépris adressé à l'ensemble des salariés en quatre langues différentes, confirmait la réduction du télétravail à une journée par semaine. Cette énième attaque des conditions de travail avait conduit à des débrayages dans plusieurs usines en France. En Espagne, elle a été la goutte de trop.

Plusieurs dizaines de «cols blancs» ont insisté, pendant une semaine, auprès de tous les syndicats pour qu'ils appellent à la grève. SIPA, le syndicat majoritaire à Getafe, a finalement organisé une assemblée générale (AG) où 2 000 travailleurs ont voté la grève du 1^{er} au 31 juillet. Les grévistes réclament au moins 18 % d'augmentation de salaire, l'indexation des salaires sur l'inflation et 40 % de télétravail.

Les discussions à 2 000 grévistes étant difficiles, ils ont créé plusieurs commissions de travail (communication, documentation, logistique, slogans,

etc.). Ces commissions se réunissent publiquement, sous des barnums devant l'usine, tous les jours, à partir de 6 heures et jusqu'à 10 heures, heure de l'assemblée générale. Il y a une rapporteuse de tout ce qui a été discuté dans les commissions. Puis les orientations sont votées en AG.

Un comité de grève composé de deux représentants par syndicat pro-grève et de deux représentants de travailleurs hors syndicat a aussi été constitué. Ce comité est dédié à la négociation avec la direction. Les deux représentants sans mandats syndicaux, imposés par la mobilisation à la direction, ont pour mission d'observer les discussions et de s'assurer du respect des décisions prises en AG. Les grévistes, qui veulent diriger eux-mêmes leur mouvement, ont même installé une banderole sur leur usine pour l'exprimer : «*C'est notre grève, ici les travailleurs décident et les syndicats obéissent.*»

Malgré cette mobilisation historique dans un groupe tel qu'Airbus, le syndicat

implanté chez les ouvriers, Commissions Ouvrières (CO), a cherché dès le début à saper le mouvement. D'abord en disant que c'est une grève pour les cols blancs, puis à présent en réclamant un référendum car selon lui les revendications des 6 000 grévistes d'Espagne ne seraient pas légitimes. Ceux-ci ne sont pas dupes de ces manœuvres de division et continuent de militer pour gagner les syndiqués de CO au mouvement.

En deux semaines, la grève s'est étendue de Getafe aux usines de la banlieue de Séville, de Cadix, d'Illescas et d'Albacete : ils sont actuellement 6 000 grévistes sur 15 000 travailleurs et la prolongation du mouvement après les congés d'août a été votée.

Des travailleurs des usines Airbus en France sont entrés en contact avec eux et s'attellent à populariser le mouvement dans leurs usines. L'un d'eux est même venu assister à une assemblée générale à Getafe dans laquelle il a pu prendre la parole. Son intervention, qui visait à soutenir le mouvement et à lancer un appel pour qu'il dépasse les frontières, a

été chaleureusement accueillie par de longs applaudissements. Des travailleurs criaient même en français «*Tous ensemble, tous ensemble !*»

La colère existe partout, en Espagne, en France et

dans les autres pays. Les camarades en Espagne ouvrent la voie et leur grève et ses expériences marquent d'ores et déjà les esprits et font évoluer les consciences.

Sarah Lallier



**La grève est l'arme des travailleurs !
Vive l'auto-organisation des travailleurs !**

Constructeurs automobiles : la guerre entre eux et contre les travailleurs

Lundi 6 juillet, le nouveau PDG de Renault, François Provost, a donné une interview au journal Les Echos qui laisse prévoir de nouvelles attaques que paieront les travailleurs du groupe.

«*Notre vision est de devenir le constructeur européen de référence*», commence par expliquer le PDG. Cela signifie prendre des parts de marché à ses concurrents, aussi bien chinois qu'européens et même français. Tavares, ex-DG de Stellantis, appelait cela «*aller manger dans la gamelle des autres*». Mais pour y arriver, tous les capitalistes savent qu'il faut être compétitif,

c'est-à-dire produire moins cher que les concurrents. «*C'est pour cela qu'on a créé un centre en Chine qui s'appelle ACDC, dont l'objet est de comprendre les leviers de la compétitivité de l'écosystème chinois, puis de les appliquer ici en Europe.*»

Depuis des années, Renault réduit ses effectifs et ferme des lignes de montage, comme il l'a fait à l'usine de Flins en région

parisienne. Désormais, il annonce des suppressions de postes dans l'ingénierie. C'est ainsi qu'il compte gagner en compétitivité. Cela lui permet de dire que «*sur la R5, la R4 et la Twingo, nous faisons des marges positives, (...) C'est grâce à nos efforts de baisse de coûts et à l'attractivité de nos modèles*». «*Baisse des coûts*», en langage de patron, veut dire baisse de la masse salariale, augmentation des cadences et de la précarité. Si Renault est arrivé à fabriquer une petite voiture électrique, ce n'est pas pour

les beaux yeux des consommateurs, mais parce qu'il pense qu'elle sera rentable pour les actionnaires.

Les capitalistes sont en concurrence entre eux et le font subir aux travailleurs. Quand les dirigeants parlent de gagner en compétitivité, de défendre l'industrie française et autres fautes, c'est pour expliquer aux travailleurs qu'il va falloir travailler plus dur, à moins nombreux, pour des salaires plus faibles. Et tout cela non pas pour «*sauver des emplois*» mais pour accroître les fameuses

marges des constructeurs et donc les dividendes des actionnaires.

Les travailleurs n'ont intérêt ni à cette concurrence ni à cette course à la compétitivité. En accepter le principe, c'est accepter d'être considéré par le patron comme de la simple chair à exploiter. À cette logique patronale, ils ne peuvent opposer que leur force collective pour imposer leur droit de vivre, à commencer par de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Marion Ajar

Aéroport de Roissy : une mort révoltante

Hafida Drici, 53 ans, employée à l'aéroport de Roissy, est morte écrasée entre deux bus, lundi 13 juillet. Elle travaillait chez Samsic comme régulatrice de bus du côté des pistes.

Hafida était une militante de la CGT, connue pour son engagement et son dévouement, toujours prête à venir en soutien aux travailleurs en grève dans les multiples entreprises de la zone aéroportuaire où l'exploitation est féroce. Aux dernières élections municipales, elle avait aussi accepté d'être sur la liste de Lutte ouvrière à Aulnay, où elle habitait.

En apprenant sa mort, le sentiment partagé par ceux qui la connaissaient, comme par tous les travailleurs du site qui connaissent la rapacité patronale, était que *« personne ne devrait perdre sa vie en allant travailler ! »* Avant même que l'enquête ne révèle, peut-être, d'ici plusieurs mois, les conditions et les causes exactes de l'accident, chacun sait bien que la dégradation générale

des conditions de travail fait courir de plus en plus de risques à tous.

Pour les travailleurs, assurer leur sécurité est un combat de tous les jours. En avril dernier, une centaine de salariés de Samsic Airport Shuttle One, filiale du groupe où travaillait Hafida, avaient d'ailleurs fait grève pour dénoncer les conditions de sécurité : vétusté des bus, vitres cassées, pneus lisses... Les véhicules qui roulent côté piste sont considérés comme de simples « engins » : cela permet aux patrons de ne pas

payer les taxes sur l'essence, d'échapper aux obligations sur les permis de conduire et, surtout, de négliger l'entretien des véhicules.

Par manque de personnel, Hafida, qui était régulatrice, devait aussi faire elle-même le plein d'essence. C'est à cette occasion qu'elle est sortie de son bus, qui s'est mis à reculer et l'a écrasée.

En juillet 2022, une travailleuse de l'entreprise de nettoyage Lady Bird était décédée, également renversée par un véhicule. Quelques mois plus tard, un chauffeur intérimaire s'était retourné avec son bus, alors qu'il en était à sa 24^e heure de travail consécutive ! À travers le pays, on compte plus de cent blessés et deux morts au travail par jour, et la plateforme de Roissy n'échappe pas à ce scandale.

Hafida se battait au quotidien pour aider les travailleurs autour d'elle à s'organiser contre l'exploitation. Le meilleur hommage à lui



rendre, c'est de continuer son combat, comme l'ont dit des dizaines de ses camarades lors d'un rassemblement pour elle, exprimant leur tristesse et leur colère.

Correspondant LO

Stellantis – Douvrin : des années de mensonges

Stellantis vient d'annoncer le coup de sifflet final pour arrêter la production de moteurs et de pièces à Douvrin (ex-Française de Mécanique) dans le Pas-de-Calais.

Toutes les activités s'arrêteront définitivement fin octobre et d'ici-là, baisseront en fonction des départs. Il reste actuellement environ 150 salariés en CDI, une cinquantaine d'intérimaires et des dizaines de sous-traitants en nettoyage, gardiennage et maintenance industrielle.

Il y a cinq ans, il y avait encore plus de 1 500 salariés sans compter les sous-traitants. La transition énergétique était paraît-il inéluctable, et tout le monde devait prendre le train en marche pour fabriquer, à l'avenir, des batteries chez ACC, avec son site construit juste à côté de l'usine, sur d'anciens terrains de la Française de Mécanique, à Billy-Berclau.

Mais en réalité seuls 300 salariés environ de Stellantis Douvrin y ont été embauchés, un grand nombre essuyant refus sur refus.

La plupart des salariés ont dû retrouver un emploi eux-mêmes, ou ont pris un congé seniors indemnisé seulement à 70 %. D'autres ont pris l'option « congé mobilité », qui leur permet d'être payés pendant un an, mais sans garantie d'emploi derrière.

Tout en touchant des centaines de millions d'euros de subventions de l'État et des collectivités régionales ou locales, au nom de la transition énergétique, le groupe en a profité pour transférer les moteurs à essence en Pologne ou en Hongrie, pour y exploiter encore plus les travailleurs.

Les politiciens locaux de tout bord, de la gauche à la droite et au RN, ont voté pour arroser Stellantis de dizaines de millions d'euros, alors que le groupe faisait des dizaines de milliards de bénéfices et avait

prévu de fermer l'usine.

Durant cinq ans, la direction n'a pas cessé de mentir aux salariés pour cacher la fermeture du site qu'elle avait programmée. Pour réussir à fermer Douvrin, Stellantis fait même crever au boulot les salariés de Tremery en Lorraine, où est fabriqué le même moteur diesel DVR, sept jours sur sept, nuit et jour, et en prenant même sur les congés ! Les heures supplémentaires obligatoires y sont monnaie courante.

Quant aux travailleurs de Douvrin, ils éprouvent un sentiment de dégoût et de colère en voyant Stellantis fermer une entreprise qui réunissait plus de 6 000 salariés dans les années 2000. Ceux qui se sont mobilisés contre la fermeture à plusieurs reprises, se rappelleront aussi qu'ils se sont défendus et ont décidé à chaque fois démocratiquement de leurs actions et de leurs revendications face au patron et à la direction de Stellantis.

Correspondant LO

Lhyfe – Le Havre : gavée d'argent public

Lhyfe est une start-up productrice d'hydrogène « vert », c'est-à-dire obtenu par l'électrolyse de l'eau et non des combustibles fossiles.

En 2023, Lhyfe, qui ne dispose que de deux petits sites de production en Vendée et en Bretagne, a été sélectionnée pour le projet européen de décarbonation « Green Horizon », afin de produire de l'hydrogène pour l'usine d'engrais Yara, installée au Havre depuis un demi-siècle.

Alors que Lhyfe n'a quasiment rien produit depuis trois ans, qu'elle n'a que 200 salariés et vient d'annoncer se séparer de la moitié d'entre eux, elle a réussi à toucher le jackpot. Dans le cadre du programme Green Horizon, l'État français lui a en effet promis 149 millions d'euros d'aides. Le ministre de l'Industrie Roland Lescure l'avait annoncé en 2024, son successeur Marc Ferracci l'a confirmé en 2025, et cette semaine le successeur du successeur, Sébastien Martin, l'a confirmé lors d'une visite.

Yara, qui produit des engrais et de l'ammoniac,

produit aussi de l'hydrogène d'origine fossile pour deux euros le kilo, alors que le procédé en partie « vert » de Lhyfe est dix fois plus cher. Dans la zone industrielle portuaire du Havre, TotalEnergies, Yara et Air Liquide sont en concurrence pour verdir leurs procédés industriels dans le cadre de la transition écologique, mais ils s'accordent pour que leurs investissements soient financés par... l'argent public.

Il n'est donc pas étonnant que Lhyfe parle de « pipeline commercial » et que son dirigeant Mathieu Guesné continue d'exploiter le filon. Alors que l'argent manque dans tous les services utiles à la population, les aides fournies aux entreprises de la zone industrielle sont colossales. Avec 149 millions d'euros, on pourrait construire quatre collèges ou encore un hôpital.

Correspondant LO



Rassemblement en juillet 2025 contre les menaces de fermeture à l'usine de Douvrin.

MELANIE COTTREZ LA VOIX DU NORD

Intelligence artificielle : faut-il en avoir peur ?

Les annonces de licenciements sous prétexte du développement de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient. Dans le seul secteur bancaire, des projections patronales évoquent jusqu'à 200 000 suppressions d'emplois avec le déploiement de l'IA générative.

L'essor d'applications grand public comme ChatGPT, Claude ou Gemini fait naître toutes sortes d'inquiétudes sur les conséquences de la mise en œuvre de l'IA. Faut-il en conclure que l'IA est un danger ?

Comme toute innovation technique, l'intelligence artificielle ouvre des possibilités nouvelles. Qu'elles deviennent un progrès pour l'humanité ou, au contraire, se retournent contre elle dépend moins de la technologie elle-même que de la société dans laquelle elle est développée.

Le nom est d'ailleurs trompeur : il ne s'agit pas d'une intelligence au sens où on l'entend pour un être humain. En traitant à grande vitesse d'immenses masses de données, l'IA repère des régularités statistiques et produit des textes, des images, du code informatique ou des synthèses. Et par exemple elle

améliore déjà le dépistage de certaines maladies, accélère la recherche scientifique, facilite la traduction, simplifie la logistique ou la gestion des transports.

Dans une société dominée par la concurrence et le profit, les entreprises qui développent l'IA n'ont pas pour objectif le progrès collectif. L'automatisation du travail est utilisée par les patrons contre les travailleurs : les gains de productivité servent à supprimer des emplois tout en accentuant la pression sur ceux qui restent. Le déploiement de l'IA entraîne aussi l'apparition de nouvelles formes d'exploitation, comme, souvent, celles des travailleurs chargés d'entraîner ou d'annoter les modèles dans des pays pauvres. Son coût énergétique n'est pas davantage pris en compte.

Les effets pour la collectivité ne sont pas le problème des capitalistes, pour qui

l'IA représente avant tout un nouveau marché. Comme toujours, leurs investissements visent moins à satisfaire des besoins sociaux qu'à dégager des profits. L'IA est donc utilisée pour rendre les drones militaires plus meurtriers, pour planifier les bombardements, ou perfectionner encore la spéculation financière. Quant aux outils d'IA destinés au grand public, ils sont développés par quelques grands groupes privés dont le modèle économique repose sur la captation de l'attention pour rendre les usagers dépendants. La qualité du contenu vendu n'est pas un objectif en soi ; seule compte

la rentabilité du marché. Et comme les IA répondent à partir des contenus sur lesquels elles sont entraînées, si ceux-ci comportent des préjugés, des erreurs ou reflètent les idées dominantes, leurs réponses tendront à les reproduire.

Les conséquences sociales de l'IA ne dépendent donc pas tant de ses capacités techniques que de la société dans laquelle elle se développe. Tant qu'elle sera aux mains de grands groupes capitalistes, ses possibilités ne pourront être mises au service de tous. Une société organisée pour répondre aux besoins collectifs pourrait au contraire

réduire le temps consacré aux tâches automatisables et mettre à la disposition de tous des outils d'information, de traduction et de compréhension du monde toujours plus efficaces.

La question n'est pas d'être pour ou contre l'intelligence artificielle. Elle est de contester le pouvoir des capitalistes de manier les technologies et le travail humain dans leur seul intérêt, et de s'organiser pour que les travailleurs prennent en main l'économie et la société afin que l'activité et l'intelligence collectives de l'humanité lui profitent enfin.

Claire Dunois



CAPTURE D'ÉCRAN BFM

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Ukraine : règlements de comptes au sommet

Le remaniement gouvernemental, survenu mi-juillet en Ukraine, a suscité la grogne au sein même du parti du président Zelensky et des manifestations contre sa décision. Cela a été aussi l'occasion d'étaler au grand jour ce qui motive les dirigeants du pays quand ils exhortent la population à aller « défendre la patrie ».

En changeant de Premier ministre, Zelensky a voulu faire passer dans la foulée le limogeage de son ministre de la Défense. Ce Fedorov, qu'il avait nommé en janvier, il l'encensait jusqu'à récemment encore pour avoir obtenu d'Elon Musk qu'il ferme l'accès à Starlink, son système de communication satellitaire, à l'armée russe, ce qui handicape ses drones à longue portée.

Mais ce qui valait une certaine popularité à ce ministre, jeune technocrate clamant sa volonté de réformer l'armée pour la rendre plus efficace, dressait contre lui l'état-major et son chef Syrsky, qu'il mettait en

cause. Cela indisposait aussi Zelensky, qui voyait là un rival s'affirmer, alors même que la cote du président a baissé.

Affaibli par les affaires de corruption à répétition et son incapacité à emporter une victoire sans cesse promise, Zelensky voit son propre pouvoir fourmiller de rivaux. Et ceux-ci se positionnent auprès des États soutenant l'Ukraine, à l'instar de Fedorov qui déclare n'avoir fait que se conformer « aux exigences de l'OTAN et au bon sens ». Et pour prendre date, si jamais les parrains ouest-européens du régime de Zelensky venaient à vouloir



Manifestation dénonçant le renvoi de Fedorov le 16 juillet à Kiev.

le remplacer, Fedorov se présente comme adversaire de la corruption au sein de l'institution militaire, un phénomène tel que l'UE finit par s'en agacer.

Fedorov a aussi incité ses partisans à dénoncer dans la rue le chef d'état-major Syrsky, accusé de couvrir la corruption de la hiérarchie militaire et, de fait, Zelensky, qui le protégeait. Ces manifestations, qui même peu nombreuses viennent d'obliger Zelensky à évincer son chef des armées contesté, mettent à nouveau le président ukrainien au centre des questions de corruption. Comme il y a un an, lorsqu'il avait tenté, sans succès, de neutraliser les agences officielles anticorruption.

La presse ukrainienne signale que l'organisation des actuelles manifestations doit beaucoup à l'oligarque

mafieux Kolomoïsky, le même qui avait propulsé Zelensky à la tête du pays, dans l'espoir d'y avoir un homme à sa botte. Le président ayant fini par l'envoyer en prison, il semble désormais miser sur Fedorov...

Face à ceux qui le contestent au sommet en cherchant des relais dans la rue, Zelensky a mobilisé les réseaux sociaux amis. Mais la polémique entre les uns et les autres fait qu'on assiste à un grand déballage où chaque coterie opposée apparaît trempant jusqu'aux oreilles dans d'énormes scandales d'argent.

Ainsi, a-t-on appris, le « réformateur » et « chevalier blanc » Fedorov est personnellement lié à Skyfall, le principal fabricant de drones en Ukraine, auquel son ministère passait systématiquement commande.

Évidemment, cela s'opposait aux intérêts d'autres fabricants de drones, dont FirePoint, auquel sont liés Zelensky et son entourage ! Entre les clans en lutte au sommet du pouvoir, ce sont donc de très concrets règlements de comptes auxquels on assiste.

La presse française et européenne en général s'extasie sur « l'expertise » acquise par l'armée ukrainienne en matière de drones. Mais elle garde un silence remarquable sur les hauts faits en ce domaine des affairistes, bureaucrates et oligarques qui se disputent le pouvoir à Kiev. Non pas par ignorance, mais parce qu'il ne faudrait pas cracher dans la soupe guerrière que concoctent ces bons amis de l'UE, de l'OTAN et des grands groupes occidentaux.

Pierre Laffitte

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Alsace

Judi 23 juillet : Mulhouse
Vendredi 24 juillet : Colmar
Samedi 25 juillet : Ensisheim, Mulhouse

Bordeaux

Judi 23 juillet : Bègles
Vendredi 24 juillet : Bordeaux
Samedi 25 juillet : Bordeaux

Cher-Nièvre

Judi 23 juillet : Issoudun
Vendredi 24 juillet : Châteauroux
Samedi 25 juillet : Vierzon

Loire-Drôme

Judi 23 juillet : Montélimar
Vendredi 24 juillet : Romans-sur-Isère
Samedi 25 juillet : Valence

Nord

Judi 23 juillet : Denain
Vendredi 24 juillet : Maubeuge
Samedi 25 juillet : Valenciennes

Saône-et-Loire

Judi 23 juillet : Autun
Vendredi 24 juillet : Chalon-sur-Saône
Samedi 25 juillet : Chalon-sur-Saône



Bassin minier

Lundi 27 juillet : Douai
Mardi 28 juillet : Béthune
Mercredi 29 juillet : Liévin
Judi 30 juillet : Lens, Hénin-Beaumont

Champagne-sud

Lundi 27 juillet : La Chapelle-Saint-Luc
Mardi 28 juillet : Saint-Dizier
Mercredi 29 juillet : Troyes
Judi 30 juillet : Vitry-le-François

Jura

Lundi 27 juillet : Dole
Mardi 28 juillet : Dole
Mercredi 29 juillet : Lons-le-Saunier
Judi 30 juillet : Lons-le-Saunier

Région havraise

Lundi 27 juillet : Le Havre
Mardi 28 juillet : Harfleur, Gonfreville-l'Orcher
Mercredi 29 juillet : Lillebonne
Judi 30 juillet : Fécamp

L'UE rejette les Ukrainiens qui ne veulent pas faire la guerre

Mercredi 15 juillet, l'Union européenne (UE), qui envisageait de l'abroger, a finalement prolongé le statut de réfugié temporaire des Ukrainiens pour un an, mais en y apportant des restrictions décisives.

Dorénavant, pour bénéficier du statut de « réfugié temporaire », les hommes, de 23 à 60 ans, nouvellement arrivés devront avoir eu l'accord de l'armée ukrainienne pour quitter le pays. Leur passeport devra comporter un cachet de sortie délivré par les autorités ukrainiennes.

C'est que, malgré la loi martiale qui interdit à la plupart des hommes de plus de 23 ans de quitter le pays, des Ukrainiens franchissent, bien sûr illégalement, les frontières du pays pour échapper à la guerre. Selon les données

de Frontex, près de 10 000 l'ont fait en 2025. Dans ce contexte où, en Russie comme en Ukraine, les armées peinent de plus en plus à recruter, l'UE s'intéresse d'abord à « l'évolution des besoins de défense de l'Ukraine », selon le commissaire européen Magnus Brunner.

Eh oui, il ne faut pas seulement des armes pour faire la guerre à la Russie, il faut aussi des hommes pour les tenir. L'UE est d'autant moins gênée de satisfaire cette demande du gouvernement de Kiev qu'elle n'a pas à assumer politiquement et

directement de transformer la population ukrainienne en chair à canon.

Les États européens prétendent aider l'Ukraine en lui fournissant des armes, et maintenant en y renvoyant – comme la Pologne récemment – des hommes pour tuer et se faire tuer. En réalité, les puissances européennes subventionnent les profits de leurs industriels de l'armement et préparent ainsi la mainmise de leurs grands groupes sur les ressources et les marchés d'Ukraine.

Cette dernière mesure de l'UE témoigne de la manière dont elle aide la population ukrainienne à mourir dans les tranchées pour les profits des marchands de canon des puissances impérialistes.

Léna Pigalli